

Manifesto

*Economic
Freedom
Week
2025*

LOCAL PUBLIC RESEARCH POLICY



THÈME

**LA RECHERCHE AU SERVICE
DE L'INTÉGRATION EFFECTIVE
DU BURUNDI DANS LA ZLECAF**

La recherche au service de l'intégration effective du Burundi dans la ZLECAF

Centre For Development and Enterprises Great Lakes

Produit et Publié par Centre For Development and Enterprises Great
Lakes

Avenue Mutsinda, Kinindo, Commune Muha Bujumbura-Burundi

Boite Postale : 7188 Bujumbura-Burundi

Téléphone : + 257 22241575

Email : info@centrefordevelopmentgreatlakes.org

Site web: www.centrefordevelopmentgreatlakes.org

Un Think Tank (groupe de réflexion) au service de la liberté économique.

La mission du CDEGreat Lakes est de réduire les barrières de la
prospérité et d'opportunité grâce aux principes d'une société libre et de
marché libre au Burundi.

Le Contenu de ce document est la responsabilité de notre Think Tank, le
Centre For Development and Enterprises Great Lakes.

La recherche au service de l'intégration effective du Burundi dans la ZLECAF

Introduction

La recherche scientifique joue un rôle fondamental dans l'élaboration de politiques publiques qui répondent aux besoins des populations. Au Burundi, pays confronté à de nombreux défis socio-économiques, il est crucial que la production, le partage et l'utilisation des connaissances scientifiques soient au cœur des décisions. Cela permet de mieux guider les efforts de croissance, d'innovation et de coopération avec les pays voisins. Cette nécessité se fait encore plus sentir aujourd'hui, avec la mise en place de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), qui offre au Burundi des opportunités intéressantes tout en posant des défis importants à relever.

Pour tirer pleinement parti des avantages de cette intégration régionale notamment l'élargissement des marchés, l'augmentation des échanges commerciaux, la stimulation de la compétitivité et la création d'emplois ; le Burundi doit impérativement s'appuyer sur des politiques fondées sur des données probantes.

Dans ce contexte, la recherche scientifique joue un rôle stratégique. Elle fournit les données factuelles et les résultats d'analyse nécessaires pour éclairer la prise de décision, orienter les investissements publics et privés, et renforcer la capacité du pays à répondre aux normes, aux exigences de compétitivité et aux mutations économiques induites par la ZLECAf.

Les données issues de la recherche permettent également de concevoir des politiques capables de répondre aux grandes problématiques structurelles du pays, telles que l'inflation, la dette publique, l'insécurité

alimentaire ou encore les catastrophes climatiques ; des défis qui, s'ils ne sont pas anticipés et gérés, peuvent compromettre la capacité du Burundi à bénéficier pleinement de l'intégration économique continentale.

Plusieurs pays en voie d'émergence ont compris l'importance d'un écosystème robuste de production et d'utilisation des connaissances, en lien étroit avec les décideurs publics. En promouvant une collaboration efficace entre chercheurs et responsables politiques, ils s'efforcent d'assurer un accès rapide et fiable à des données de qualité pour relever les défis économiques et sociaux émergents, dans un contexte de plus en plus interconnecté.

Toutefois, ces dynamiques sont souvent freinées par des contraintes structurelles comme le déficit de compétences spécialisées, l'absence d'approches éprouvées, et le manque de ressources et d'infrastructures adéquates.

Pour le Burundi, réussir son intégration dans la ZLECAf nécessite une mobilisation conjointe du secteur public, du secteur privé, des chercheurs et des partenaires au développement. Tous doivent pouvoir s'appuyer sur des données fiables pour guider leurs décisions, concevoir des politiques commerciales et industrielles cohérentes, et optimiser l'allocation des ressources disponibles, dans un esprit d'équité, d'efficacité et de durabilité.

C'est dans cet esprit que ce document a été élaboré. Il vise à orienter et soutenir les acteurs de la recherche scientifique au Burundi afin de renforcer leur contribution à la formulation et à la mise en œuvre de politiques publiques fondées sur des données probantes, capables d'accompagner le pays dans sa transformation économique et son insertion réussie dans la ZLECAf.

Les recommandations formulées dans ce document sont issues de l'initiative *Local Public Policy Research 2025*, un processus collaboratif et participatif ayant mobilisé des chercheurs, des institutions publiques, et des acteurs de la société civile et du secteur privé.

Propositions de réformes issues des présentations et échanges

À l'attention du gouvernement

1. Positionner la recherche scientifique comme un pilier central de la mise en œuvre de la ZLECAf.
2. Garantir un accès facilité et transparent aux données probantes afin de favoriser une prise de décision éclairée à tous les niveaux.
3. Identifier les opportunités permettant à la recherche de générer une plus-value pour le secteur privé.
4. Instituer des rencontres régulières entre chercheurs, décideurs publics et acteurs économiques pour renforcer la collaboration intersectorielle.
5. Mettre en place un cadre structuré de dialogue public-privé pour encourager les synergies et les projets conjoints.
6. Renforcer la protection des idées et des résultats de recherche pour garantir la pérennité de l'innovation.
7. Harmoniser et regrouper les bureaux de propriété intellectuelle sous un cadre normatif commun afin d'optimiser leur efficacité.
8. Exploiter les outils numériques pour faciliter l'enregistrement, la traçabilité et la valorisation des travaux de recherche.
9. Mettre en place des incitations fiscales pour les entreprises et initiatives qui soutiennent financièrement la recherche. Associer activement les chercheurs aux processus de formulation, d'évaluation et de mise en œuvre des politiques publiques.

10. Promouvoir des plateformes d'échange interdisciplinaire afin de stimuler la créativité et l'innovation dans l'élaboration des politiques.

À l'attention des institutions de recherche

1. Mettre en place des mécanismes incitatifs pour attirer les chercheurs burundais de la diaspora et favoriser leur contribution au développement national.
2. Améliorer la visibilité et la qualité des publications scientifiques, en relevant le faible taux d'indexation des articles (actuellement estimé à seulement 1 %).
3. Identifier et activer les leviers susceptibles de renforcer la qualité des productions scientifiques nationales.
4. Développer des partenariats stratégiques avec les ONG locales et internationales pour mutualiser les ressources et les expertises.
5. Impliquer le secteur privé dès la phase de conception des projets de recherche jusqu'à la diffusion et l'exploitation des résultats.
6. Organiser des forums de type « academia-meets-industry » pour favoriser les collaborations concrètes entre les milieux académique, public et privé.
7. Déployer tous les efforts nécessaires pour accompagner la dynamique nationale de valorisation de la recherche.
8. Promouvoir une vision inclusive de la recherche en déconstruisant l'idée qu'elle relève uniquement de la responsabilité de l'État.

À l'attention du secteur privé

1. Établir des partenariats structurés avec les chercheurs pour co-financer des projets de recherche appliquée répondant aux besoins du marché.
2. Valoriser les résultats de la recherche en créant des laboratoires d'entreprises, avec des mécanismes clairs de propriété et de commercialisation des innovations issues de la collaboration.

À l'attention des chercheurs

1. Mobiliser pleinement le potentiel de l'intelligentsia burundaise en s'engageant dans des travaux de recherche alignés sur les priorités nationales, notamment celles liées à la ZLECAf et au libre-échange.
2. Valoriser la recherche appliquée afin de mieux intégrer le secteur privé comme acteur et bénéficiaire des innovations.
3. Orienter les thématiques de recherche vers des domaines susceptibles d'intéresser les bailleurs de fonds.
4. Diversifier les sources de financement en développant des plateformes collaboratives de recherche et de partage d'informations.
5. Promouvoir une culture de partage d'opportunités et de ressources entre pairs pour renforcer l'efficacité collective.
6. Encourager la recherche collaborative et interdisciplinaire, en évitant l'isolement académique.

7. Renforcer les compétences linguistiques, notamment en anglais, afin d'accéder plus facilement aux opportunités internationales de financement.
8. Explorer les mécanismes de financement participatif (crowdfunding) pour soutenir les projets de recherche innovants.
9. Concevoir des projets de recherche qui répondent directement à des problématiques concrètes et prioritaires de la société burundaise.

Conclusion

Les propositions de réformes présentées dans ce document traduisent la richesse des échanges et la convergence des points de vue exprimés lors des différentes interventions. Elles soulignent l'urgence et la nécessité de repositionner la recherche scientifique au cœur du développement national, en particulier dans le cadre de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

Ces recommandations, qui s'adressent aussi bien au gouvernement, aux institutions de recherche, au secteur privé qu'aux chercheurs eux-mêmes, constituent une feuille de route pour bâtir un écosystème national de la recherche plus dynamique, inclusif et orienté vers l'impact. Elles appellent à une synergie renforcée entre tous les acteurs, à une gouvernance fondée sur les données probantes, ainsi qu'à une valorisation des savoirs locaux.

La réussite de cette ambition dépendra de la capacité collective à traduire ces orientations en actions concrètes, à mobiliser les ressources nécessaires et à instaurer un cadre de concertation permanent. Dans un monde en mutation rapide, le Burundi ne peut rester en marge des dynamiques régionales et continentales. Il lui revient, dès aujourd'hui, de faire de la recherche un levier stratégique de son développement économique, social et politique.

